

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE 3

PRIX

DU JOURNAL,

DE L'ABONNEMENT

Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYNAUD propriétaire gérant.

2 PATAGONS par moi.

MONTEVIDEO.

30 OCTOBRE 1849.

DE LA

COLONISATION

DANS LA PROVINCE BRÉSILIENNE

de

RIO GRANDE DU SUD

« Dieu dit : Croissez, multipliez, rem-
plissez la terre, — c'est-à-dire,
cultivez-la bien ; car sans cela
comment peupler ? — Et la parta-
gez, — car sans cela comment cul-
tiver ?..... »

(PAUL-LOUIS COURRIER, *Simple discours.*)

(SUITE ET FIN.)

La France, par exemple, avec une surface de territoire qui n'excède guère le double de celle de la province de Rio Grande du Sud, compte déjà près de trente six millions d'habitants.

D'après l'annuaire du bureau des longitudes de 1837, la moyenne de l'accroissement de la population en France, dans les dix huit années comprises entre 1817 et 1834, était de 166,338 individus par an. Cette moyenne ne peut pas être moindre, aujourd'hui de 200,000 individus, si elle ne l'excède pas.

Il s'en suit que dans dix ans d'ici, la France aura 38,000,000 d'habitants ; et que s'il ne survient pas quelque grande calamité publique (ce dont Dieu nous préserve !) sa population atteindra, surpassera peut être le chiffre de soixante millions d'habitants !.....

Et notez que nous ne raisonnons point sur des hypothèses ; mais sur des nombres qui résultent des relevés fournis par les registres de l'état civil des quatre vingt six départements de la France, sans y comprendre les colonies.

Que deviendra cette population dans son enceinte bornée ?

Comment subsistera-t-elle s'il survient quelque nouvelle disette de blé, comme celle qui l'a affligée il y a quatre ans, et qui a peut être plus contribué à la révolution de février que les causes politiques qui nous sont connues ?

Les français de 1859 sont ils donc condamnés par l'imprévoyance de leurs gouvernants à se ruer comme des bêtes féroces sur leurs voisins, sur leurs frères ?... — A s'entre tuer mêmes, comme en juin 1848 et 1849 ?...

Si la généreuse philanthropie des abbés de St. Pierre et des Jean Jacques Rousseau prévaut dans les conseils des gouvernements européens, qu'ils soient donc conséquents avec leurs principes : qu'ils évitent les horreurs de la guerre civile avec la même sollicitude qu'ils ont mis à éloigner les maux de la guerre étrangère.

Qu'ils comprennent une bonne fois que ce n'est pas seulement le besoin de gloire et de liberté qui agite les populations de notre patrie ; mais le besoin impérieux de bien être physique ou matériel, qui est le rêve, le but constant du travailleur intelligent ; — but qu'il croit atteindre plus vite par le renversement ou la modification des institutions sociales et politiques ; mais qui lui échappe constamment par l'avidité et l'égoïsme des grands propriétaires fonciers, des seigneurs suzerains de la manufacture ; des hauts barons de la finance, et de tous les entrepreneurs d'industrie ; mais surtout par l'imprévoyance des gouvernants, qui ne veulent pas encourager l'émigration volontaire dans les pays qui réclament des bras laborieux et leur offrent en échange du sacrifice qu'ils sont forcés de faire en quittant la mère patrie, un bien être plus grand et plus solide que celui qu'ils avaient ambitionné dans leur pays.

Plus grand, parce que la douceur du climat, la fertilité de la terre, l'abondance des matières premières rend le travail moins pénible et plus productif.

Plus solide, parce que l'éloignement des grandes agglomérations d'hommes, telles que celles des capitales européennes, vrais foyers d'infection pour les cœurs simples et honnêtes, calme les passions et les besoins factices qui ruinent en peu d'années la santé et la bourse du travailleur en Europe.

D'où viennent toutes ces utopies, toutes ces rêves creux toutes ces ridicules théories des Saint Simonien, des phalanstériens, — des socialistes et des communistes, — si ce n'est d'un besoin fort légitime au fond, mais immodéré, absurde et dangereux par ses effets de bien être matériel pour le prolétaire ?

Améliorez donc, le sort du travailleur par des moyens naturels, par des moyens praticables, qui ne renversent point de fond en comble l'ordre social et les idées reçues ; et alors les révolutions qui n'auront pour objet que l'amélioration des institutions politiques, perdront ce caractère féroce et sanguinaire qui déshonore aujourd'hui la civilisation ; mais qui est en France, principalement, la conséquence naturelle d'une souffrance nationale qu'on affecte de ne pas vouloir comprendre.

Vous aurez beau sévir, emprisonner, fusiller, changer le système du gouvernement, vous ne guérerez point, par ces seuls moyens, Messieurs les hommes d'Etat, le mal radical qui devore notre pays, et qui se résume par ces mots, trop simples, peut être, pour vos superbes esprits : « Ventre affamé n'a point d'oreilles ! »

Le meilleur remède, mille fois préférable à celui des guerres de conquêtes, serait, à notre avis, de provoquer, d'encourager une grande émigration volontaire pour l'Amérique du Sud — pour la Plata et le Brésil, principalement.

Nous ne vous conseillerons point d'accaparer des terres, de fonder vous-mêmes de nouvelles colonies sous la tutelle de la France ; cela n'entre pas dans nos idées ; ce serait d'ailleurs vous créer de trop grandes difficultés.... l'Angleterre ne vous le permettrait pas !

Mais nous vous dirons : — en attendant la conversion de Rosas, profitez des bonnes dispositions de la République de l'Uruguay et de l'Empire du Brésil pour envoyer à Montevideo et à Rio Grande du Sud, autant de travailleurs qu'on en voudra recevoir et qu'il en voudra partir de France.

Placez-les sous la protection du droit des gens moderne de l'Europe (non sous celui du système américain, inventé par Rosas) ; négociez, s'il est possible, des traités spéciaux d'amitié, de commerce et de colonisation avec les Etats américains ; modifiez par une nouvelle loi plus libérale les articles 17, 20 et 21 du code civil ; reconnaissez comme le gouvernement anglais le fait à l'égard de ses nationaux, la qualité de citoyen à tout français qui rentre en France pour s'y fixer ; sans vous préoccuper du temps qu'il a passé en pays étranger, ni des fonctions civiles ou militaires qu'il a pu y exercer, — sauf le seul cas où il aurait porté les armes contre sa patrie.

En agissant ainsi vous ferez une chose utile à la France, utile à l'Europe, utile à l'Amérique.

Vous soulageriez la France du mal chronique qui la démoralise, qui l'exténue, et que tous les empiriques de la science gouvernementale sont impuissants à guérir, tant qu'ils s'obstinent à entasser les victimes dans l'étroit espace qui s'étend entre la Belgique et les Pyrénées, entre les Alpes et l'Océan.

Si l'Angleterre n'est pas dévorée du même mal, ou plutôt si elle n'en ressent pas aussi fréquemment que nous les cruelles atteintes, à qui en est elle redevable ? — A son commerce, à son industrie ; mais principalement à ses immenses possessions de l'Inde, du Canada, du Cap de Bonne Espérance, de la Nouvelle Hollande, de la Nouvelle Zélande, de la Jamaïque, de l'Orégon, de Dénari, et de cette multitude d'îles, de positions militaires et commerciales où elle peut écouler le trop plein de sa population ; — sans compter que l'esprit voyageur et aventureux de ses négociants et de ses commis ne s'en tient pas aux limites, cependant si vastes, de l'empire britannique : il n'y a pas un coin de la terre habité et accessible au pavillon anglais, qui ne soit placé sous l'influence mercantile des commerçants et des capitalistes de cette grande et puissante nation.....

Et nous, avec trente six millions d'habitants, une marine militaire forte et brillante, (nous nous en rapportons au témoignage fort compétent de l'amiral Charles Napier), — une marine marchande respectable par le nombre et la construction des navires, l'instruction et l'intelligence des capitaines, nous ne pouvons lutter avec les anglais, ni d'influence, ni de débouchés, dans la plupart des pays lointains ! — Les Etats de la Confédération Argentine en sont un exemple frappant. Le premier ministre de l'Angleterre, lord Lansdowne, ne déclarait-il pas dernièrement à la chambre haute du parlement, pour atténuer ses torts à l'égard de Montevideo, que Buenos Ayres avait faim et soif de produits anglais.....

Combatez cette influence mercantile, cette influence des guinées et des calicots, qui paraît être le beau idéal de la politique des lords Lansdowne et Palmerston ; combattez-la par une influence plus noble, plus généreuse, plus sympathique, plus en harmonie avec la marche constante de la civilisation, d'Orient en Occident.

Placés aujourd'hui par les desseins cachés de la Providence à la tête de la civilisation moderne, ne contrariez pas ses vues, hommes d'Etat de la France !

Arrivés au pouvoir par la grâce de vos principes démocratiques et humanitaires, soyez conséquents avec vous-mêmes ; n'oubliez pas le premier besoin du peuple qui vous a élus : — paix, travail et sécurité, au dehors comme au dedans de la France : telle est votre devise, telle est aussi la nôtre. — Qu'attendez-vous donc pour mettre la main à l'œuvre ; pour réaliser par vos actes des principes et des idées qui font votre gloire et celle de notre nation ?

Négociez, pendant qu'il en est temps, avec la Bande-Orientale et le Brésil,

Organisez d'un commun accord une émigration régulière et permanente de travailleurs, de tous les points de la France, pour Montevideo et Rio Grande.

Vous donnerez d'abord, par ce moyen, une nouvelle activité à notre navigation marchande ; vous formerez par ces voyages de long cours d'excellents matelots.

Vous augmenterez l'influence civilisatrice et bienfaisante de la France dans des pays qui ne demandent pas mieux que de nous accueillir en frères, en amis et en sauveurs.

Vous propagerez naturellement nos goûts et nos habitudes en Amérique,

Vous donnerez par ce moyen si simple, un plus grand écoulement aux produits de l'industrie française.

Vous améliorerez à la fois le sort des émigrants et celui des travailleurs de la mère patrie, par un accroissement progressif d'activité dans les manufactures, dans les ateliers et dans les ports de mer.

Vous vaincrez ainsi, sans effusion de sang, ce système anti-social, abrutissant et retrograde qui depuis vingt ans s'oppose au développement intellectuel et matériel d'une des plus belles et des plus vastes régions du Globe. — Tels sont nos vœux depuis que nous connaissons ce pays ; tels sont également ceux de toute la population française.

Nous ne pouvons mieux terminer ce travail qu'en répétant avec les rédacteurs du Pays, l'un des journaux de France qui avec le Constitutionnel, — les Débats, — le Courrier Français, — le Journal du Havre, — et le Phare Commercial — on le mieux compris et traité la question de la Plata :

« La reprise des affaires commerciales à Montevideo nous offrirait plus tard une ample indemnité ; nous avons là le germe d'un établissement commercial qui, en ouvrant parmi nous un vaste débouché à des activités innombrables, renferme peut être l'une des solutions du problème social. » (1)

Montevideo, le 20 septembre 1849.

ARSENE ISABELLE.

Auteur du voyage à Buenos Ayres et à Porto Alegre.

* *

(1) Le Pays — Journal des colonies de la France, — numéro du 29 avril 1849.

N. de l'E. — Cet article sur la colonisation dans la province de Rio Grande, commence avec le n° 2461, du 23 septembre.

adresses relatives aux résultats probables que donnerait l'intervention, selon la marche qu'elle adopterait. L'une de ces adresses portait aussi ces paroles remarquables : « Le but de l'intervention est pour nous lettre close ; » mais quel que soit l'objet final qu'elle se propose, il faut qu'elle frappe de grands coups avec calme et froideur, sous peine de se créer des montagnes d'obstacles et d'arriver, à travers des torrens de sang, à un résultat négatif.

Cette prévision est littéralement accomplie aujourd'hui ; cependant l'intervention avait débuté avec grandeur par le combat de l'Obligado ; elle avait ouvert, par ce coup de main hardi, le sanctuaire de l'Amérique centrale au commerce du monde, et six mois après, un convoi de 117 navires de toutes les nations apportait à l'embouchure de la Plata les trésors que recèlent ces riches contrées. — C'était là une politique bonne, sage et fructueuse, et cependant les cabinets de Londres et de Paris la désapprouvaient ! L'évacuation du Parana fut ordonnée, l'action européenne déconsidérée en Amérique, et on se demandait : Que veut donc l'intervention ?

Dans l'accomplissement de ces *va et vient* de la diplomatie anglo-française, la population européenne se transportait d'une rive à l'autre de la Plata, selon les oscillations de la politique, mais le chef-lieu de cette population étant Montevideo, qui renferme ses intérêts matériels et aussi ses sympathies, elle y revenait dès que la politique des gouvernements lui permettait d'y vivre, pour l'abandonner de nouveau, mais transitoirement, lorsque nos erreurs politiques l'y laissaient mourir de faim. Ainsi, avant l'invasion de l'Etat oriental, 32.000 émigrés européens résidaient à Montevideo, où ils fondaient leur avenir, tandis que Buenos-Ayres se voyait déserté même par les résidents étrangers établis depuis longues années. Lors du siège de Montevideo (février 1843) les émigrants se dispersèrent au Brésil et à Buenos-Ayres, pour ne pas souffrir les horreurs d'un siège, à l'exception des 3.400 Français qui prirent les armes faute de protection suffisante de la part de nos agents.

En 1845, lorsqu'apparut l'intervention anglo-française, le Brésil et Buenos-Ayres furent désertés par ces émigrants qui retournèrent à Montevideo, parce que le commerce y reprit son activité, par suite de l'expédition de l'Obligado. Enfin, en 1849, l'effet immédiat de la mission Le Prédour, enveloppée d'un mystère effrayant, a causé de nouveau une émigration momentanée d'un ville épuisée par six années de siège.

C'est un effet bien naturel, mais il ne saurait autoriser l'amiral Le Prédour à y voir une modification essentielle dans la question du Rio de la Plata. Ce jugement hasardé ne prouve qu'une chose, c'est l'ignorance bien pardonnable à M. Le Prédour, des besoins de la population étrangère du Rio de la Plata. Celle-ci abandonne momentanément Montevideo, en y laissant ses propriétés sans valeur, à cause de la guerre, pour aller vivre misérablement dans les pays voisins, en attendant le jour où elle pourra rentrer dans ses foyers.

Eh quoi ! la France n'aurait plus des griefs contre le gouvernement de Buenos-Ayres, lorsque l'abandon de Montevideo par notre population est précisément la conséquence de nos tergiversations, la consécration des fautes de notre politique ?

Que ces tergiversations aient enfin un terme, que notre politique devienne enfin ce qu'elle aurait dû être toujours : digne, ferme, généreuse, et notre population s'empressera de rentrer dans Montevideo, où sont ses pénates, ses besoins, ses sympathies, son avenir, et elle se hâtera d'y appeler ses frères, ses femmes, ses enfants, qui sont en France privés depuis six ans de la rente qu'ils y recevaient de leurs parents de Montevideo, avant que nos erreurs politiques les eussent ruinés.

Quant aux moyens à employer pour obtenir ce résultat, nous les exposerons très prochainement, et l'opinion publique jugera entre les préoccupations personnelles de l'amiral Le Prédour, et l'intérêt vrai, pressant, permanent de la France.

(Le Pays.)

La *Presse* se fâche tout rouge contre un journal qui s'est permis de qualifier d'apostasie les dernières palinodies de son rédacteur en chef. « Apostat, moi ! Le mot est précieux ; je veux l'écrire en grosses lettres ! etc., etc. Faut-il citer à la *Presse* la réponse de Philippe de Macédoine à des transfuges d'Athènes qui se plaignaient d'être qualifiés de traîtres par ses soldats ? « Laissez-les dire. Que vous importe ? ce sont des hommes peu civilisés ; ils disent tout ce qu'ils pensent. »

Au reste, cette accusation d'apostasie est une bonne

fortune pour le rédacteur en chef du journal en question. Elle lui fournit un prétexte honnête pour réimprimer ses articles de 1847, des articles de cinq et six colonnes compactes, à la fin desquels l'auteur s'aperçoit trop tard qu'un article ne doit pas être un livre. Il regrette de n'avoir pas de place pour conclure. Est-ce un regret sincère ou un artifice de langage ? Dans tous les cas, le lecteur n'y perd rien, ou peu de chose. Les conclusions de la *Presse* peuvent toujours se sous-entendre ou se résumer en un dicton vulgaire : « Prenez mon ours. » Comme aucun pouvoir, aucun parti jusqu'ici, pas même le parti socialiste, ne veut prendre l'ours, la *Presse* est toujours en colère et toujours en verve ; car son rédacteur en chef possède incontestablement la première qualité exigée d'un pamphlétaire par le célèbre docteur Johnson : « C'est un bon hâisseur. »

(Le Pays)

A en juger par les comptes rendus de la *Patrie*, tout est sujet d'hilarité pour cette excellente droite. M. Lagrange dit à propos du bombardement de Rome, qu'il ne veut pas faire de l'éloquence, mais exprimer sa vive émotion, *on rit !* Il parle de l'honneur et de la dignité de la France, *on rit !* Il parle des bombes lancées sur la ville éternelle, sur cette ville qui appartient au monde entier, *on rit de plus belle !* Il demande à Barrot l'olympien s'il est jaloux du roi bombardeur, et si les lauriers d'Attila l'empêchent de dormir, *l'hilarité redouble !* Il parle de la Constitution violée, *on se tient les côtes !*

A qui la *Patrie* croit-elle nuire en signalant avec tant de soin ces joyeuses interruptions ? Si c'est à l'orateur interrompu, nous la prévenons qu'elle se trompe. Le lecteur ne voit ni n'entend l'orateur ; il lit seulement ce qu'il a dit, et comme il ne trouve dans ce qu'il a dit rien de risible, c'est le procès des rieurs que le malicieux journal fait à ses yeux, sans s'en douter. Oui, Messieurs de la *Patrie*, sachez-le bien, le ridicule, en pareil cas, ne va pas où vous l'adressez, et la flétrissure va ailleurs.

(La Liberté.)

Nous sommes priés de prévenir le public et le commerce qu'un nouveau composé naturel, blanc, sonore et facile à confondre avec l'argent, va être livré à l'industrie par une société de métallurgistes.

Les malfaiteurs pourraient l'exploiter en faveur de leur cupidité en le vendant pour de l'argent et tromper ainsi la confiance des acheteurs.

Cet avis s'adresse également à MM les bijoutiers.

— On écrit de Beaucaire ;

La foire touche à sa fin, elle a tenu au-delà des espérances qu'elle faisait concevoir. Les ventes en gros ont été rapides et avantageuses. Les nouveautés et draperies ont été enlevées les premiers jours. Les rouenneries, les articles de St. Quentin, de Lille se sont très bien vendus. L'article Thisy a joué un grand rôle ; les fichus d'Avignon, les calicots et indiennes d'Alsace ont été écoulés avec succès. Les soirées de Lyon, les draps de Bédarieux et de Carcassonne ont souffert jusqu'ici. Les articles de Reims tels que napolitaines, tartans, n'ont pas obtenu de vente rapide. On l'attribue à la hausse des prix qui s'est déclarée inopinément.

Les trains plaisir de dimanche et de jeudi ont amené une affluence de monde des plus considérables. Tous les restaurants de Tarascon et de Beaucaire étaient littéralement comblés. Les nombreux départs d'Arles et d'Avignon par le chemin de fer ont entrete nu une population très considérable ; ce qui a donné à la foire une physionomie des plus animées. Un orage a éclaté mardi soir sur Beaucaire ; il a duré toute la nuit, et l'on imagine aisément le désordre qu'il en est résulté. Le lendemain un magnifique soleil s'est levé, et les embarras de la nuit ont bientôt disparu.

Depuis, la température est devenue très supportable. Le vent a cessé, et tout annonce que la foire sera des plus brillantes.

La foule se presse au Bazar autour d'un étalage de chinoiserie, tenu par un vrai Chinois. Il y a des objets très curieux ; le thé obtient surtout un débouché considérable.

(Le Nouvelliste.)

NOUVELLES COMMERCIALES.

MARCHES FRANÇAIS.

(Revue de la semaine.)

FOIRE DE BAUCAIRE.

RESUME GENERAL.

La foire a été généralement bonne, cette année. La plupart des articles se sont écoulés avec facilité, et si les prix obtenus n'ont pas toujours satisfait les fabricants et les vendeurs, au moins les transactions ont elles été actives ; et c'est déjà beaucoup que de pouvoir placer les marchandises, dans des circonstances comme celles où le commerce et le pays se trouvent en ce moment.

Les tissus de coton de tout genre se sont vendus avec facilité.

Les articles de Rouen et surtout ceux d'Alsace, quoique plus abondants qu'à la foire de 1848, ont été vendus en presque totalité.

Les prix étaient assez soutenus, bien qu'ils ne fussent point en partie avec ceux de fabrique, qui sont très élevés en ce moment. Cette observation s'applique surtout aux calicos.

Les mousselines chaîne coton et pure laine et les articles de lainage étaient fort rares et ont été enlevés.

Les toileries de Grenoble, Voiron, etc., n'étaient pas très abondantes. On la a vendues en totalité à une augmentation de 10 à 12 0/0 sur les prix de l'an dernier.

Tannerie. — La vente de ces produits a été prompte et facile. La plupart des articles qui composent cette branche d'industrie ont éprouvé une hausse sensible. La marchandise a été enlevée dès les premiers jours de la foire, et les besoins de la consommation n'ayant pu être remplis, on présume que la hausse pourrait bien faire de nouveaux progrès.

Voici la note des prix obtenus :

	Le kilo.	F.	2 25 à 2 40
Alexandrie			
Buenos-Ayres		2 15	2 25
Vache molle mince		2 90	3 16
« moyenne		2 40	2 75
« forte		2 —	2 10
Veaux d'Aniane		3 —	3 50
Croupons		3 50	4 —
Vache en croute		2 25	2 40
Cuir de cheval		3 —	5 —
Moutons gris		2 60	2 70
Veaux cirés		5 50	6 —
Cuir pour bourcelterie rasé blanc		1 25	1 30
« noir		1 75	1 85

Soies. — Il y en avait bien à cette foire comparativement aux années ordinaires, et cependant la moitié à peu près est demeurée invendue.

Cet état de choses peut être attribué :

A ce que la récolte des cocons a été minime et tardive en France, et que par conséquent, il ne pouvait y avoir que fort peu de soie filée à cette époque.

Il faut ajouter que sur le marché de Lyon, qui est le régulateur de l'article il existe encore quelque peu de soies vieilles aux mains de spéculateurs qui les avaient achetées à très bas prix en 1848, et qui trouvant aujourd'hui de grands bénéfices à réaliser, se sont montrés faciles à la vente, et ont empêché par cela même les prix du marché de se niveler avec ceux de revient.

Voici les prix pratiqués.

Greges blanches 1er et 2e ord F.	68 à 40
« de Provence 1re sorte	46 78
« » 2e avantage	45 —
« » 2e ordinaire	43 44
« » paquetilles	40 41
« basses et chiques fines	88 48
« chiques bobinées	30 32
« » d'Alsais	29 30
Douppions	20 22

Quelques parties grèges de filatures d'ordre 57 58

La draperie s'est vendue rondement. On avait apporté moins de marchandise qu'à l'ordinaire, et tout s'est vendu à peu de chose près.

Les draps Burels ont été enlevés à une augmentation de 10 à 15 p. 0/0.

Ils ont manqué, et les fabricants sont partis avec des ventes faites à livrer.

Les nouveautés se sont aussi vendues facilement à 8 à 10 p. 0/0 de hausse.

Quant aux unis, tout n'a pas été écoulé, et on peut ajouter à un cinquième ce qui a dû être rapporté.

Les prix ont peu varié sur ceux de l'an dernier, et la hausse ne peut être évaluée qu'à quelques frs. pour cent.

(Idem.)

Nous ne connaissons encore que l'accueil fait par la presse française aux projets de convention, et déjà nous pouvons augurer par le jugement qu'elle en porte, de la réception qui leur sera faite par les représentants du pays.

Afin de mettre nos lecteurs à même de partager nos prévisions et nos espérances, nous avons placé sous leurs yeux, l'appréciation sévère, mais juste, que les divers journaux ont faite de ces projets : et on nous informe que la REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS, publiée dans les derniers numéros du Patriote a soulevé certaines susceptibilités. On nous accuse d'avoir choisi pour les reproduire les articles les plus virulents contre les auteurs de la fameuse convention. Nous avouons que parmi les divers organes de la presse parisienne, nous avons fait choix de ceux qui ont traité de la question de la Plata, et cela se conçoit, puisque toute l'attention de nos concitoyens, est, avec la plus grande raison fixée sur ce sujet. Mais que nous ayons reproduit les articles les plus violents, cela n'est pas, et nous aimons à le répéter, qu'il en est même, dont l'énergique amertume nous en interdit la reproduction.

Nous avons indiqué la provenance des extraits que nous avons faits, et nous tenons à la disposition des incrédules, les preuves pour établir à quelles sources nous avons puisé.

Tout ce qui a été reproduit dans les derniers numéros du Patriote a été imprimé à Paris, et nous devons à la vérité et à nous mêmes de déclarer, que la rédaction du Patriote, est entièrement étrangère à l'émission d'un article manuscrit, qu'on dit avoir été copié d'un exemplaire du National, article qui a circulé dans un Café du Môle, sous le manteau de l'anonyme.

La rédaction du Patriote qui sert la cause de Montevideo depuis sept ans, sait qu'elle n'a rien à craindre quelle que soit sa franchise, en restant dans les limites du vrai. Et si par l'effet d'une surprise ou d'un calcul intéressé elle était dupe de sa confiance, elle n'hésiterait pas à ouvrir ses colonnes à ceux qui croiraient devoir réclamer une rectification ou une satisfaction quelconque.

Nous ne nous laisserons pas entraîner sur une pente où la discussion se dépouille de sa dignité, pour se transformer en querelles dignes d'une autre époque, et d'ailleurs provoquées par des actes intolérables.

Restons toujours calmes, discutons pour ramener s'il se peut, nos adversaires, aux sentiments de la justice et de la raison; mais sachons résister à des amis aussi dévoués qu'impétueux, de ces amis que le bon Lafontaine appelle des maladroits. Quant à nos ennemis avoués ou occultes, c'est en vain qu'ils chercheraient à tourner contre nous mêmes, nos moyens de conciliation et de concorde. Rappelons ces hommes à la pudeur, en leur montrant que nous avons vu le piège, et qu'ils ne peuvent nous entraîner sur le terrain perfide où ils ont glissé dans le mensonge.

L'horreur que depuis Loyola n'a cessé d'inspirer l'insultation des jésuites, c'est l'horreur qu'inspire le machiavélisme, le mensonge et l'inhumanité, qu'ils se produisent sous la mitre, la couronne, le casque, le bonnet carré ou le bonnet de coton; Pape, Roi, militaire ou bourgeois vingt lours cerviers différents sous la peau de brébis ou de pasteur.

Mais, le machiavélisme, le mensonge et l'inhumanité, sont plus hideux encore, je crois, quand ils se produisent sous l'habit honorable d'un officier supérieur appelé à commander aux autres. C'est ainsi que s'explique la réulsion qu'éprouvait la population de Montevideo pour le commodore Herbert qu'elle a vu avec plaisir s'éloigner de ces bords, samedi soir.

Pour notre part, nous souhaitons que les vents et les flots lui soient favorables et l'emportent à tout jamais bien loin du rivage, où il ne laisse que des souvenirs d'une partialité inqualifiable, en faveur de l'ennemi des européens. Le chatiment que nous lui souhaitons il l'a subi, en restant deux ans témoins chaque jour de sa réprobation et des justes répugnances des hommes loyaux, à l'endroit des inhumains, des fourbes et des félons.

Quel contraste avec le départ du brave commodore Parviz, de l'honorable commandant de l'Eagle, le digne Martin, qui ont laissé parmi toute la population de Montevideo, sans distinction de nationalité, les regrets qu'éprouvent tous les cœurs honnêtes en se séparant des hommes qui comprennent et appliquent les sacrés principes de la loyauté, de la franchise et de l'humanité.

Lord Herbert n'a pas voulu quitter les rives de la Plata, sans donner à son ami le général Oribe, une dernière marque de sympathie, il a fait mettre en travers la frégate,

te, en face du Bucco, où elle est restée longtemps arrêtée. Pour cette fois le proverbe est changé, et on doit dire : qui se ressemble se sépare.

Hier au soir, est entré dans notre port le brick transport brésilien Pavuna, venant de Rio de Janeiro. A l'heure de mettre sous presse nous n'avons reçu que les Journaux du 13 et du 16; des nouvelles de Londres, jusqu'au 29 août et de Paris, jusqu'au 28, par la voie de Pernambuco.

D'Angleterre, ces journaux ne contiennent rien d'important. La reine se trouvait encore en Ecosse. Pendant la semaine du 18 au 25 août, 1,276 personnes sont mortes du choléra à Londres.

La France était parfaitement tranquille. Le bruit courait comme certain que le ministère subirait une modification avant la réunion de l'Assemblée. La proposition de M. Passy, ministre des finances, tendant à grever d'un impôt la rente générale des particuliers a été mal accueillie, et serait probablement la cause de sa sortie du cabinet. On disait qu'il serait accompagné de M. Dufaure, qui n'était pas bien vu par la majorité de l'Assemblée.

Le 25, la commission permanente s'est réunie pour savoir si vu l'état de choses à Rome, en Hongrie et dans toute l'Europe en général, il serait nécessaire de convoquer l'Assemblée. La commission s'est décidée pour la négative.

Les affaires de Rome causaient des embarras au gouvernement français. Le général Oudinot a fait savoir que la commission des cardinaux agissait sous l'inspiration du ministre d'Autriche, et que sans la présence des français elle aurait fait couler beaucoup de sang.

Le Congrès de la Paix, composé des députés de presque toutes les nations, s'était réuni à Paris sous la présidence de M. Victor Hugo. Après trois séances où il a été beaucoup parlé contre l'existence des armées permanentes, et insistant sur la nécessité de terminer toutes les questions par la voie de la diplomatie, ses travaux se sont terminés.

M. Guizot qui s'était présenté comme candidat au conseil général du Calvados, n'a pas été élu.

D'après quelques lettres de Venise il paraîtrait que le général Garibaldi, a réussi à entrer dans cette ville, où il a été nommé commandant de l'escadron.

Le Pape était encore à Gaète et devait aller à Naples, avant de revenir à Rome.

On écrit de Varsovie en date du 17 août, que le général Lamoticière ministre de France, avait été reçu de la manière la plus brillante. Le Czar l'a envoyé chercher dans une voiture de l'état et l'a fait recevoir en dehors de la ville par douze généraux.

Sur la guerre de Hongrie, les journaux donnent quelques nouvelles qui confirment celles que nous avons déjà publiées, au sujet de la soumission de Gorgey aux Russes.

(Comercio del Plata.)

LE BLOCUS FRANCAIS

DES PORTS DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
OCCUPÉS PAR LE GENERAL ORIBE,

par

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

(Traduction.)

III.

DE L'HONNEUR DE LA FRANCE.

(Suite.)

Il y a plus encore : on a dit officiellement que pour traiter avec Rosas, la France a fait d'importantes concessions. Nous nous permettrons d'observer ici que généralement on ne fait des concessions importantes à l'ennemi, que par impuissance, ou parce que la cause qu'on soutient est injuste, ou parce qu'on n'a ni le droit pour soi, ni intérêt à la défendre. Dans la question dont il s'agit, aucun de ses motifs n'est fondé, car la France a la force, la justice et le bon droit pour elle, elle a en outre des intérêts importants à protéger, et elle ne peut abandonner la question qu'elle soutient depuis si longtemps sans compromettre sa dignité et son honneur, ainsi que l'avenir de son commerce et de ses nationaux dans ces pays.

Plus tard on a prétendu devoir prendre une position neutre et on a porté atteinte au statu quo proposé dès lors et admis officiellement. Ces deux points — la neutralité et le statu quo — méritent d'être examinés.

Il n'y a point de neutralité possible, et il nous semble qu'on ne peut avoir la naïveté de prétendre le contraire, quand en traitant on se reconnaît partie intéressée. quand surtout on avoue que pour arriver à conclure la paix on a fait d'importantes concessions — ce qui ne permet pas de douter qu'on soit partie dans la question — quand on est intervenu à main armée, et qu'en combattant à la Colonia, à Paysandú, à Obligado on a assumé de fait le caractère plus décidé de belligérant, quand enfin on paie au gouvernement oriental un subside de 40 mille piastres par mois, pour soutenir la guerre contre Rosas et Oribe.

En quoi, et comment peut exister cette neutralité ? — La France neutre dans la question de la Plata, après les faits qui se sont passés ! Mais il faudrait pour cela abandonner tout, se retirer, oser rompre tous les engagements pris, toutes les promesses faites, tous les liens qui font dépendre les destinées de la République Orientale de la France, et prendre rang parmi les nations, immédiatement après l'Empire du Brésil ! Et voilà ce que l'Assemblée Nationale française ne veut pas, car elle a déclaré solennellement qu'elle défendrait l'honneur de la France dans la Plata, et qu'elle ne céderait point aux prétentions ambitieuses du gouverneur de Buenos Ayres. Comment concilier cette énergique résolution avec les prétentions à la neutralité qu'on affecte depuis quelque temps ?

Pour le statu quo, base comique qui a été proposée et admise officiellement, voici comment il a été respecté : on a fait rentrer les marins français qui occupaient une partie de la ligne intérieure, on a fait retirer l'Alsacienne qui protégeait l'extrême gauche de la ligne, on a rappelé les navires qui appuyaient et protégeaient l'île de Martin Garcia et celle du Viscaïno, et on a renvoyé en France la plus grande partie de l'escadre qui occupait ces eaux.

Nous espérons ne pas nous tromper, nous avons la plus entière confiance dans la politique loyale de l'Assemblée française, ainsi que dans les hommes qui régissent aujourd'hui la France, et nous pensons que cette neutralité et ce statu quo auront le même sort que le blocus des ports occupés par Oribe, déclaré officiellement et non exécuté, puis abandonné en silence au préjudice de tous les intérêts. La justice triomphera dans la Plata, nous en avons la conviction, parce qu'elle finit toujours par dissiper les ténèbres qui cachent aux yeux des peuples l'aurore de paix et de liberté qui s'est levée pour eux. Nous avons la justice pour nous, la France ne peut nous abandonner, elle ne nous abandonnera pas.

Deux faits qui sont de la plus haute gravité caractérisent la politique de la République Française dans le Rio de la Plata; ce sont : 1° l'approbation du subside stipulé par le baron Gros; 2° la célèbre session de l'Assemblée Constituante du 30 avril dernier. Des faits de cette nature ne peuvent être sujets aux vicissitudes assez communes de la politique générale; ce sont les fondemens d'un nouveau système basé sur l'honneur et la justice; en même temps que la conséquence logique des principes proclamés par l'Assemblée Nationale de France dans la Constitution votée par elle.

(Continuera.)

Europe FRANCE.

QUESTION DE LA PLATA.

La mission que remplit l'amiral Le Prédour au Rio de la Plata semble destinée à reproduire, à dix ans d'intervalle, la faute politique du traité du 29 octobre 1840. A cette époque, la conviction de cette faute faisait écrire du Rio de la Plata, à Paris, ces mots prophétiques : « L'amiral de Mackau a cru signer un traité de paix; il faut que la France apprenne que ce traité est le gage des hostilités qui vont commencer, dès ce jour, entre la France et Buenos-Ayres. »

La prédiction ne tarda pas à s'accomplir, car, dès 1842, le général Rosas, foulant aux pieds ce traité bâtarde, envahit l'Etat de Montevideo, dont l'indépendance était assurée par l'article 4; et, après avoir mis à feu et à sang toutes les provinces de la rive droite de la Plata, grâce au traité Mackau, le dictateur jeta la ruine et la désolation sur la rive gauche, en mettant devant Montevideo le siège qui dure encore aujourd'hui, comme pour nous empêcher de perdre le souvenir classique du siège de Troie.

En 1845, lorsque la France et l'Angleterre intervinrent pour mettre un terme à cette horrible boucherie qui était le fruit du traité Mackau, l'amiral Lainé, commandant notre escadre, regut de nos résidents de Montevideo diverses

AVIS.

M. Auguste Chadafau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n. 82; il prévient aussi les amateurs de bon goût qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme

sirop de limon ou de citron,
idem de vinaigre,
idem de vinaigre framboisé,
idem de groseille,
idem de framboises,
idem d'orgeat,
idem orangeade,
le tout au prix d'une pataque la bouteille et \$ 4
400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, à mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donnerons la préférence pour leur consommation domestique:

AVIS:

M. Derozeaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procédé nouveau de MM. Desirabode et Fattet:

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empailler et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odonalgique et le Baume de Comping, contre les hémorroïdes, crachement de sang, chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausesin et fleurs blanches, etc., etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 212.

AVIS OFFICIEL.**DEPARTEMENT DE POLICE.**

Guillaume Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE.

Don Ignacio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 24 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à décou-

vrir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville "limees ou rognees sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintains, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prevenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur "première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

"PRESSE" Y DU "COURRIER DU HAVRE"

Hechas á la benemérita poblacion francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este titulo, se ha publicado un folleto en 4º de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Libreria Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresion.

AVIS DIVERS.**A Vendre.**

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n°. 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul,

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar à un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession:

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes reliés ou broché sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitales.—L'Orgueil;

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.